



## COMMUNE DE ST-QUENTIN-FALLAVIER (ISERE)

### DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 24 AVRIL 2014

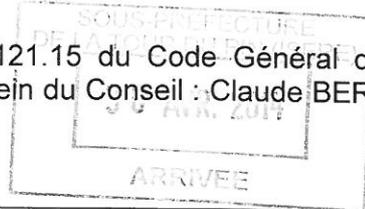
Le Conseil Municipal de St-Quentin-Fallavier, dûment convoqué par le Maire le 17 avril 2014, s'est assemblé au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Michel BACCONNIER, Maire.

Le nombre de conseillers municipaux en exercice est de 29.

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers en exercice à l'exception de ceux qui, absents, ont délégué leur pouvoir :

Brigitte PIGEYRE à Sophie BAUDOUIN – Cécile PUVIS DE CHAVANNES à Michel BACCONNIER – Thierry VACHON à David CICALA.

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil : Claude BERENGUER a été désigné.



**DELIB 2014.04.24 03**

**OBJET : Délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre d'actions en justice**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre des délégations du Conseil Municipal au Maire, l'article L 2122-22-16 – alinéa 16° -permet au Maire « *d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle* ».

Il est proposé de préciser cet article et de donner délégation au Maire dans le cadre des actions suivantes :

- Saisine et représentation devant les trois juridictions de l'ordre administratif (tribunal administratif, cour administrative d'appel, Conseil d'Etat) pour les :
  - contentieux de l'annulation ;
  - contentieux de pleine juridiction en matière contractuelle, de responsabilité administrative,
  - contentieux répressif dans le cadre des contraventions de voiries
- Saisine et représentation devant les juridictions civiles et pénales (tribunal d'Instance, de Grande Instance, Cour d'appel et Cour de Cassation)
- Saisine et représentation devant le juge de l'expropriation dans le cadre d'un droit de préemption ;
- Saisine et représentation devant le juge pour tous les litiges tendant à protéger les agents de la commune contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Monsieur le Maire informe également le Conseil Municipal que dans le cadre des délégations du Conseil Municipal au Maire, l'article L 2122-22-11 – alinéa 11° - permet au Maire « de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts »

Il est précisé que le Conseil Municipal autorise le Maire à prendre conseil auprès d'avocats de son choix en fonction des spécialités de ceux-ci, ainsi pour éviter tout retard dans une procédure de contentieux.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

- **APPROUVE les délégations ci-dessus pour la durée du mandat du Maire**

**A l'unanimité et 5 abstentions (Patrice SAUMON – Christianne SADIN – Odile BEDEAU DE L'ÉCOCHERE – David CICALA – Thierry VACHON)**

St-Quentin-Fallavier, le 25 avril 2014.

Publication et transmission en sous-préfecture le 28 avril 2014

Le Maire,

Michel BACCONNIER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à dater de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.